

Les syndicats, pas invités, préviennent

Regrettant ne pas avoir été invités par l'informateur fédéral, les syndicats ont communiqué leurs priorités et leurs tabous.

matique des salaires et des allocations ainsi que la liberté pour les syndicats de négocier des augmentations de salaires hors index.

Les organisations représentant les travailleurs réclament également la correction des « mesures antisociales » dans le chômage, tant au niveau de la dégressivité qu'au niveau des allocations d'insertion, ainsi que la finalisation du statut des travailleurs.

Elles souhaitent aussi la mise

Manifestement déçus de n'avoir (toujours) pas été invités par l'informateur royal nommé il y a trois semaines déjà, c'est par voie de presse que les syndicats du pays lui ont adressé dimanche leurs priorités en vue de la formation d'un prochain gouvernement fédéral.

Dans un communiqué commun, la FGTB, la CSC et la

CGSLB disent espérer la « formation rapide » d'un gouvernement qui s'investira « pleinement dans une politique ambitieuse sur le plan social » avec pour objectif la création d'emplois de qualité et le redéploiement de l'économie réelle, « en collaboration avec les interlocuteurs sociaux », insistent-ils.

« Nous n'accepterons sous aucun prétexte que notre modèle social soit miné par une politique d'assainissement unilatérale ni par une idéologie économique néolibérale adoptée sur mesure pour les employeurs et les investisseurs », avertissent les trois syndicats du pays.

Et ceux-ci d'avancer une liste de... quatorze priorités, au premier rang desquelles figure le maintien de l'indexation auto-

en œuvre d'une réforme fiscale visant à créer « davantage de justice fiscale » via l'égalité de traitement entre les revenus du travail

et les revenus du capital ainsi qu'un effort particulier sous forme d'impôt sur les grès revenus.

« Tous les avantages octroyés aux entreprises doivent être conditionnés à des créations d'emploi et au soutien à l'économie réelle et doivent être pris en compte dans le calcul de l'écart salarial », plaident-ils.

Parmi les autres priorités, on retrouve également le « renforcement des services publics et collectifs », la mise en place d'une politique d'investissements et d'infrastructures pour soutenir la création d'emplois de qualité et pour une économie et une société plus durable et plus respectueuse de l'environnement, la lutte contre le dumping fiscal, le maintien d'une Sécu « fédérale forte », le renforcement de la pension légale, etc. ■